

Bourgogne-Franche-Comté
**TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
& BÂTIMENT DURABLE**
BILAN ANNUEL 2019



Vue d'ensemble

Bourgogne-Franche-Comté

France

Contexte économique	2018	Évolution	2019	2018	Évolution	2019
Chiffre d'affaires Bâtiment Bilan annuel (€ courants)	5,05 Md€	▼ -1,4%	4,98 Md€	142,9 Md€	▲ +0,2%	143,3 Md€
Logements mis en chantier Situation à fin d'année (évol 1 an), en date réelle estimée	11 227 lgts	▼ -6,2%	10 533 lgts	412 501 lgts	▼ -0,9%	408 873 lgts
Potentiel de logements	Taux			Taux		
Logements vendus ou loués avec un DPE >D Part à fin 2019	68%			62%		
Logements vacants RP 2016	9,9%			8,1%		
Dispositifs d'incitation	2018	Évolution	2019	2018	Évolution	2019
Travaux liés au CITE Bilan à fin d'année (montant éligible)	433 M€	▼ -34,8%	282 M€	7 710 M€	▼ -32,6%	5 197 M€
Ménages bénéficiaires du CITE Bilan à fin d'année	72 809 ménages	▼ -36,6%	46 152 ménages	1 396 272 ménages	▼ -34,7%	911 400 ménages
Nombre d'Éco-PTZ Bilan à fin d'année	1 060 prêts	▲ +125%	2 306 prêts	18 370 prêts	▲ +92%	35 213 prêts
Rénovations Habiter Mieux Situation à fin d'année Cumul 12 mois (évol 1 an)	3 647 lgts	▲ 81%	6 597 lgts	62 335 lgts	▲ 88%	116 995 lgts
Nombre d'Éco-PLS Bilan à fin d'année	1 439 prêts	▲ +8%	1 561 prêts	34 960 prêts	▲ +37%	48 050 prêts
Labellisations énergétiques	2018	Évolution	2019	2018	Évolution	2019
Logements avec demande de labellisation >RT 2012 Bilan à fin d'année	734 lgts	▲ +10,8%	813 lgts			
Nombre de logements engagés dans une démarche de qualité environnementale Bilan à fin d'année	728 lgts	▲ +20%	978 lgts	67 358 lgts	▼ -11%	56 973 lgts
	Taux			Taux		
Part de bâtiments tertiaires engagés dans une labellisation énergétique Bilan 2007-2019 - par rapport aux surfaces autorisées	1,2%			4,2%		
Part de bâtiments tertiaires engagés dans une certification NF HQE Bilan 2007-2019 - par rapport aux surfaces autorisées	1,6%			5,9%		
Mobilisation des entreprises	2018	Évolution	2019	2018	Évolution	2019
Part d'établissements RGE Bilan fin d'année	17,8%	▼ -1,3 pts	16,5%	10,6%	▼ -1,7 pts	8,9%
Nombre d'établissements RGE Bilan à fin d'année	3 623 étbts	▼ -3%	3 512 étbts	60 143 étbts	▼ -8,2%	55 650 étbts

Sommaire

L'environnement socioéconomique

p. 4

- ▶ Un marché relativement stable jusqu'à fin 2019
- ▶ Une part de logements économes supérieure à la moyenne nationale

Les leviers à la transition énergétique dans le Bâtiment

p. 6

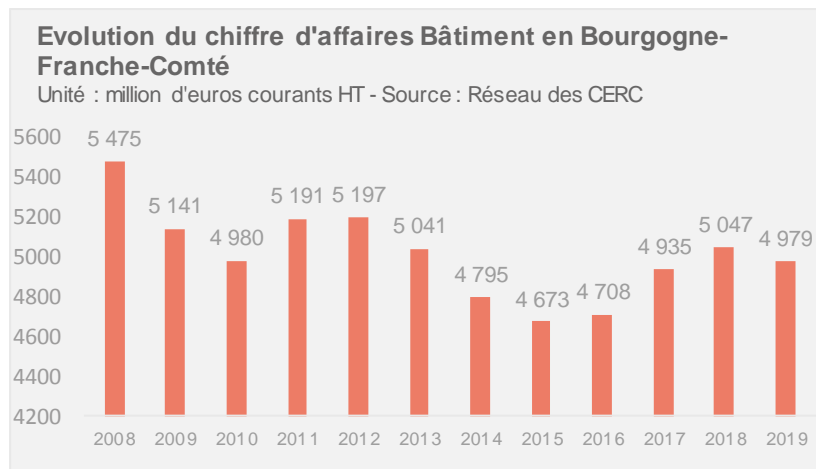
- ▶ Le bilan des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique
- ▶ Le CITE en recul en France et en région
- ▶ L'isolation thermique principal domaine d'action dans le cadre du CITE
- ▶ Quelques disparités géographiques pour le CITE
- ▶ L'éco-PTZ prend de l'ampleur
- ▶ Les rénovations Habiter Mieux en forte progression
- ▶ Les Éco-PLS très sollicités en région
- ▶ Les labellisations énergétiques des logements en légère progression
- ▶ Qualité environnementale des logements neufs, la reprise se confirme
- ▶ Aucune labellisation dans le tertiaire en 2019

La mobilisation des professionnels

p. 16

- ▶ Une couverture en professionnels RGE élevée dans tous les départements
- ▶ Des professionnels RGE principalement mobilisés sur les travaux d'isolation
- ▶ Les signes RGE de la maîtrise d'œuvre RGE restent stables

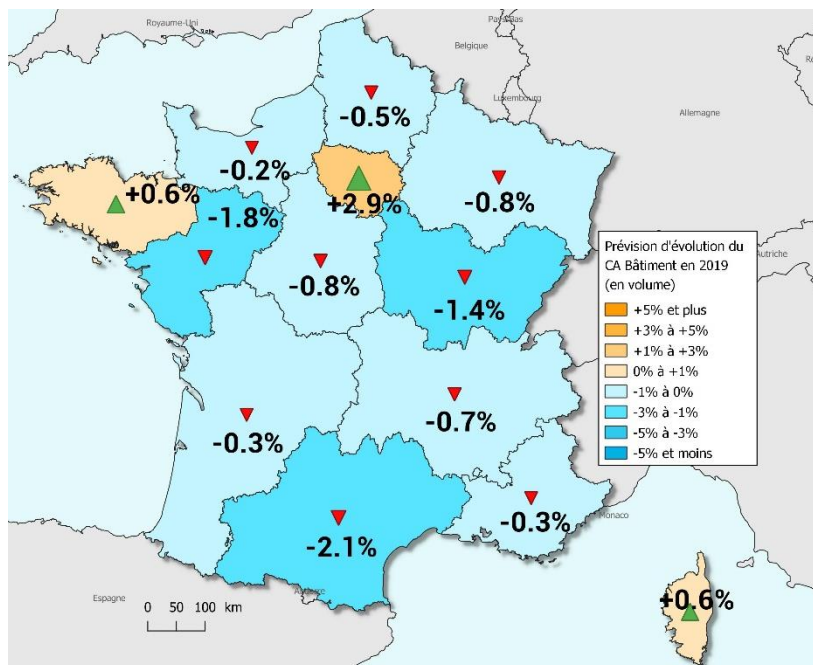
Un marché relativement stable jusqu'à fin 2019



Chiffre d'affaires 2019 (évolutions en volume)

Bourgogne-Franche-Comté	France
4,98 Md€	143.3 Md€
-1,4%	+0.2%

Prévisions régionales d'évolution du chiffre d'affaires Bâtiment en 2019

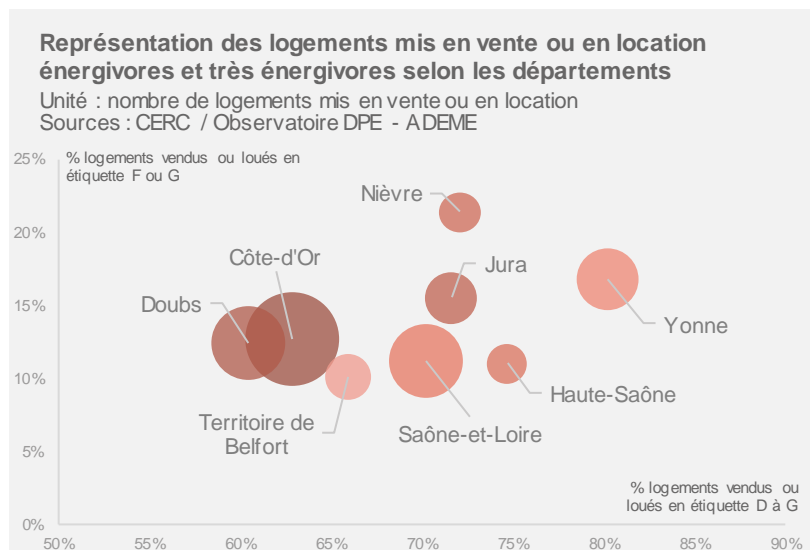


Après trois années consécutives de croissance, l'activité se contracte en 2019.

Léger retrait de l'activité en 2019

Ce retrait est global et se retrouve sur l'intégralité du territoire hormis en Île-de-France, en Bretagne et en Corse.

La part des logements énergivores vendus ou loués reste supérieure à la moyenne nationale



Taille des bulles proportionnelle au nombre de logements mis en vente ou en location en étiquette D à G

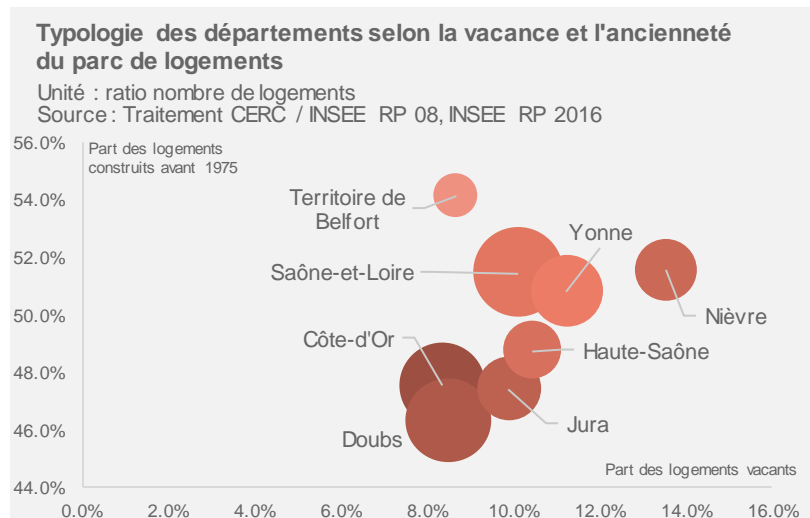
Logements vendus ou loués en étiquette D,E,F ou G en 2019

Bourgogne-Franche-Comté	France
68%	62,3%

Les Diagnostics de Performance Énergétique (DPE) permettent de visualiser l'état général du parc de logements en matière de rénovation énergétique

Une part de logements avec une étiquette supérieure à D au-delà de la tendance nationale

L'Yonne et la Nièvre se distinguent notamment par une part de logements avec une étiquette E ou F très supérieure aux autres départements de la région.



Part des logements vacants

Bourgogne-Franche-Comté	France
9,9%	8,1%

Près de la moitié du parc de logements construit avant 1975

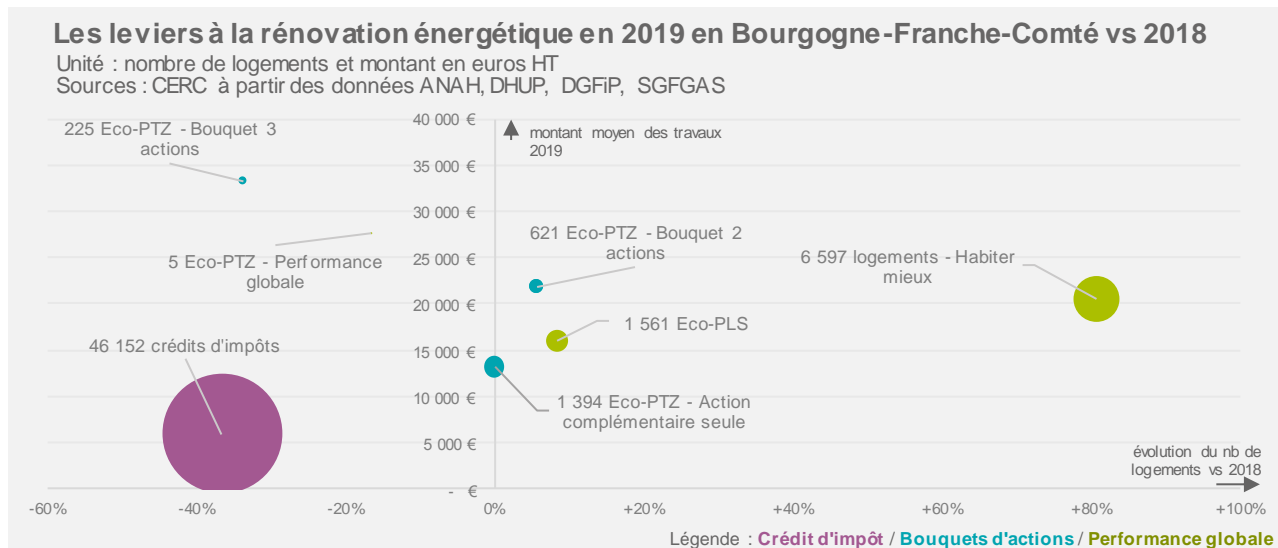
La part de logements anciens est élevée en Bourgogne-Franche-Comté : 767 000 logements datent d'avant 1975 et sont donc plus susceptibles de nécessiter des travaux de rénovation énergétique.

Un logement vacant est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :

- proposé à la vente, à la location
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation;
- en attente de règlement de succession
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés
- gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...)

Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités

Le bilan des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique



Un fort retrait du CITE et progression du dispositif Habiter Mieux

Malgré son recul, le CITE demeure le dispositif le plus utilisé et celui représentant la masse de travaux la plus importante (voir page suivante). Le dispositif

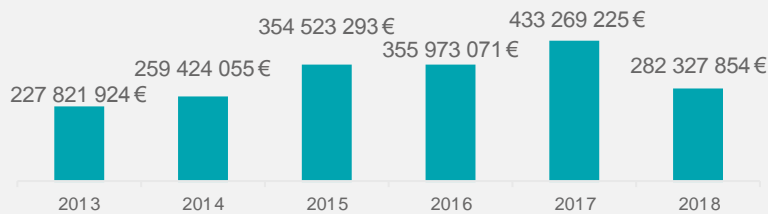
Habiter Mieux connaît une hausse très importante avec près de 6 600 logements concernés en 2019. L'Éco-PTZ, dans ses versions les plus simples (actions seules et bouquets de deux actions) progresse légèrement contrairement à ses versions les plus complexes (bouquets de trois actions et performance globale).

Le CITE en recul en France et en région

Montant des travaux réalisés dans le cadre d'une demande de crédit d'impôt

Unité : €

Source : Traitement CERC / DGFIP



2015 : y compris dépenses réalisées en bouquets de travaux 2014-2015

Ratio du nombre de foyers ayant demandé un crédit d'impôt sur les propriétaires occupants (travaux 2018)

Bourgogne-Franche-Comté

France

5,8%

5,5%

Malgré un retrait sensible du recours au CITE, les ménages de la région continuent de solliciter ce dispositif massivement.

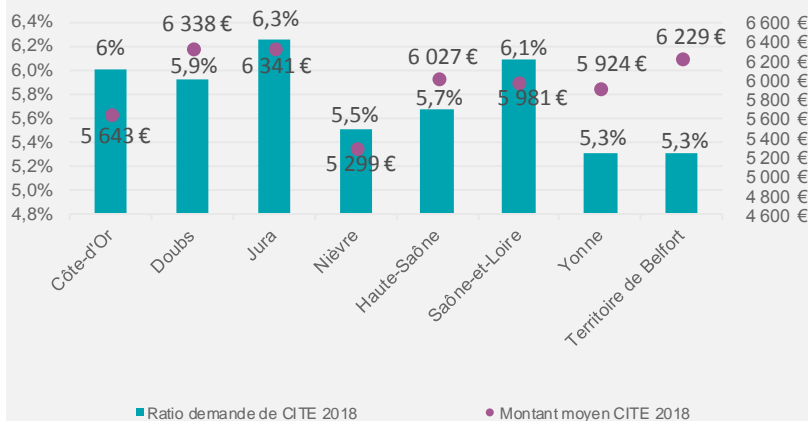
Une baisse de près de 35% des travaux réalisés dans le cadre du CITE

Certaines disparités départementales persistent avec notamment un recours moins courant au CITE dans l'Yonne et le Territoire de Belfort. Le Doubs et le Jura se distinguent par un montant moyen de travaux élevés (supérieur à 6 300 €)

Part des propriétaires occupants ayant demandé un crédit d'impôt et montant moyen des dépenses réalisées selon les départements en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : % de propriétaires occupants ; montant en €

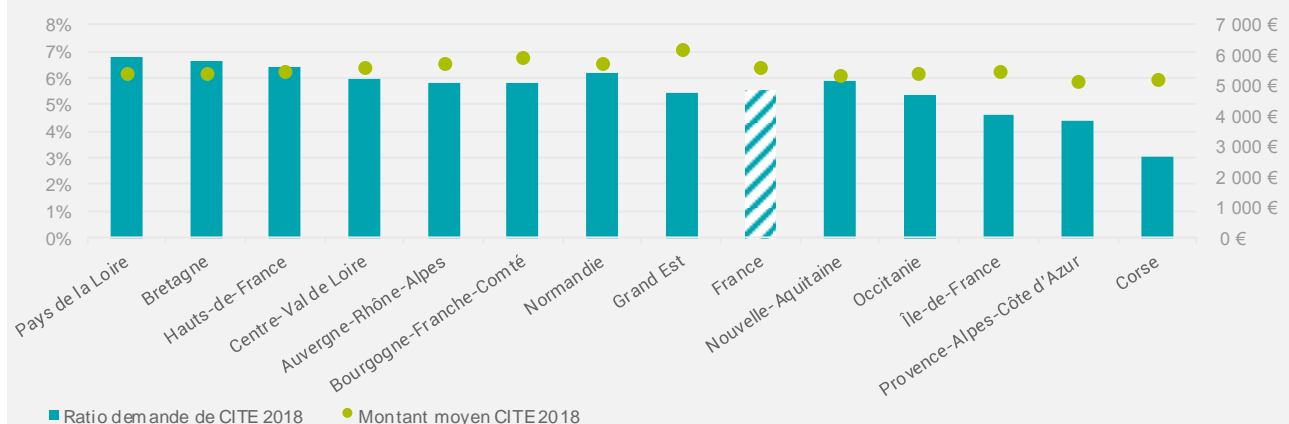
Source : Traitement CERC / DGFIP et INSEE RP16



Part des propriétaires occupants ayant demandé un crédit d'impôt et montant moyen des dépenses réalisées selon les régions

Unité : % de propriétaires occupants ; montant en €

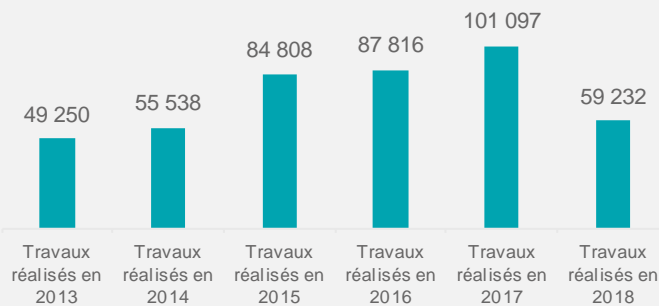
Source : traitements CERC / DGFIP et INSEERP15



L'isolation thermique principal domaine d'action dans le cadre du CITE

Evolution du nombre d'actions réalisées dans le cadre du crédit d'impôt

Unité : nombre d'actions réalisées
Source : Traitement CERC/ DGFIP

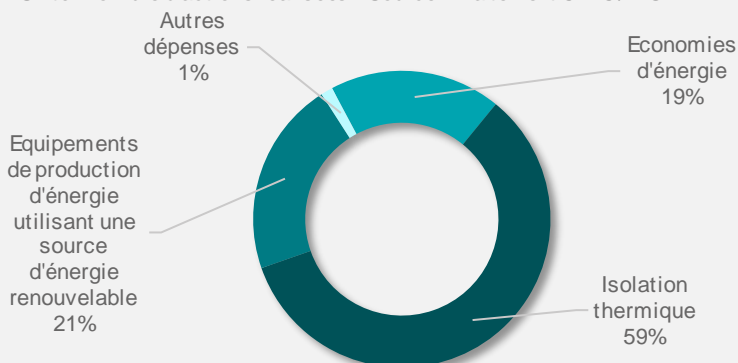


En 2018, ce sont plus de 59 000 actions de rénovation énergétique qui ont été réalisées en Bourgogne-Franche-Comté

Recul de plus de 40% du nombre d'actions réalisées

Répartition des actions menées en 2018 (et déclarées en 2019) par les ménages

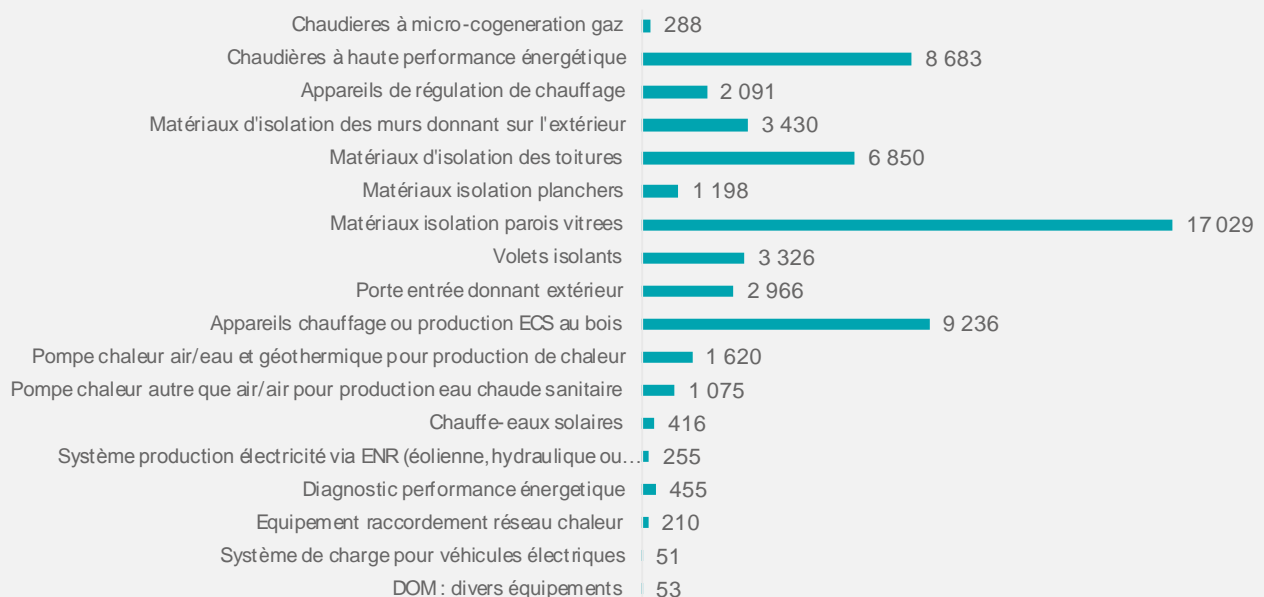
Unité : nombre d'actions réalisées - Source : Traitement CERC/ DGFIP



L'isolation des parois vitrées est l'action la plus répandue avec plus de 17 000 actions réalisées confortant l'isolation thermique comme premier domaine d'intervention. Les appareils de chauffage au bois et les chaudières à haute performance énergétique suivent avec près de 18 000 actions à elles deux.

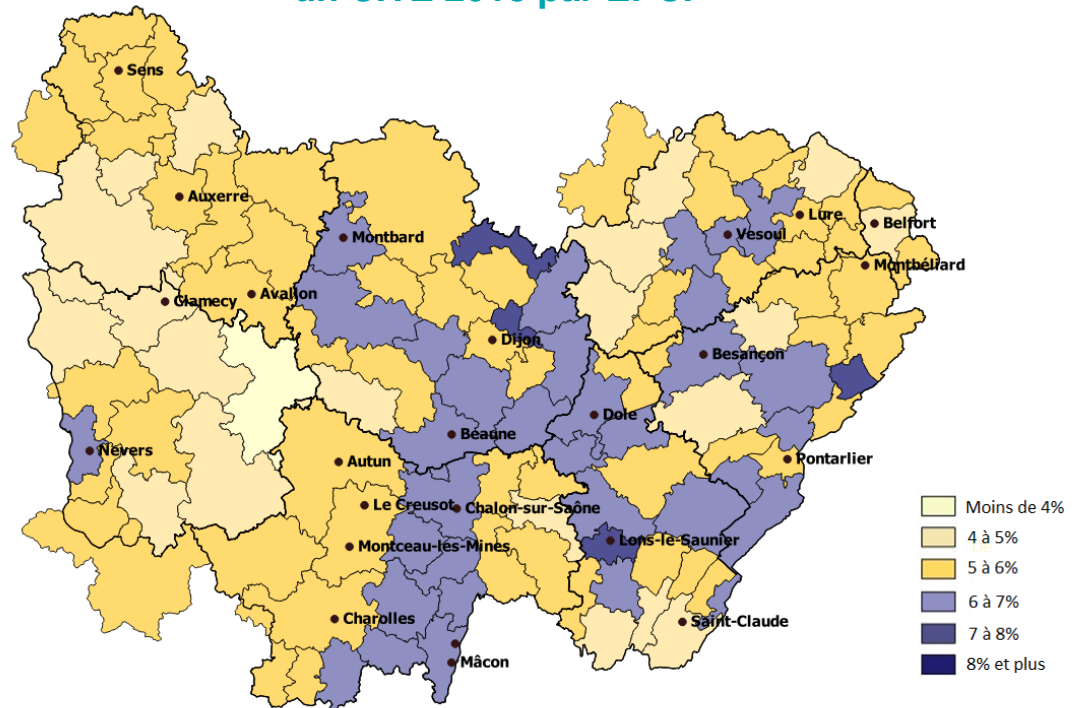
Actions réalisées en 2018 (et déclarées en 2019) par catégorie de travaux

Unité : nombre d'actions réalisées
Source : Traitement CERC/ DGFIP

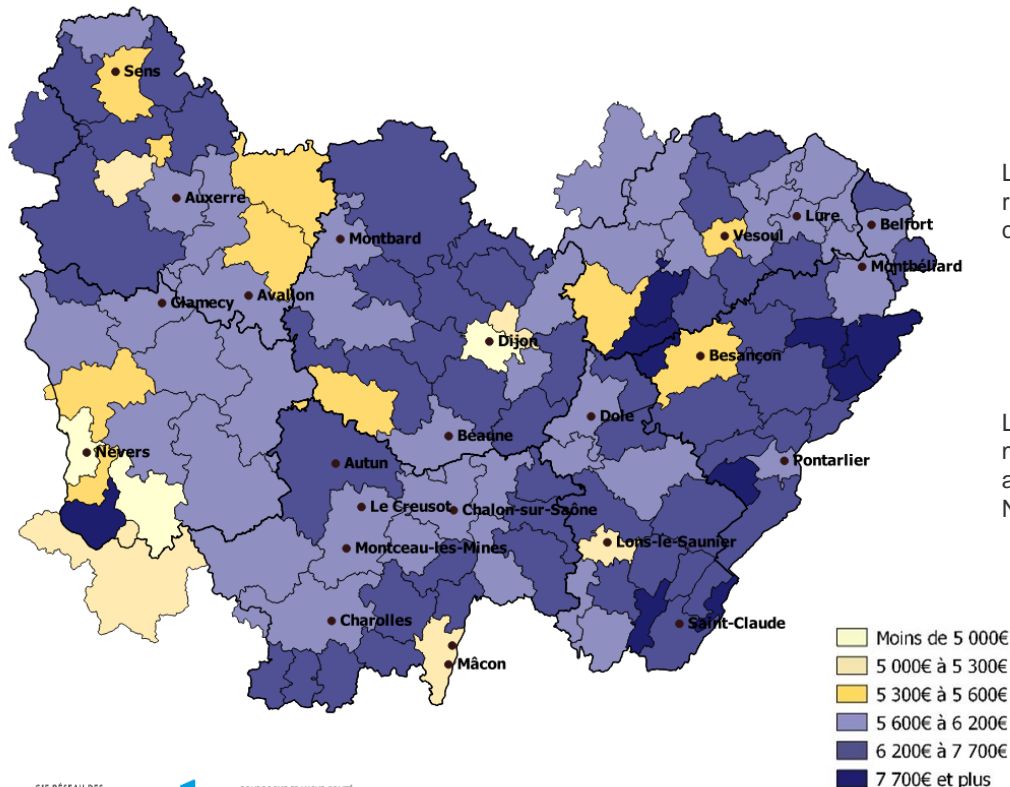


Quelques disparités géographiques pour le CITE

Part des propriétaires occupants ayant demandé un CITE 2018 par EPCI



Montant moyen des dépenses éligibles effectuées par les foyers ayant demandé un CITE 2018 par EPCI

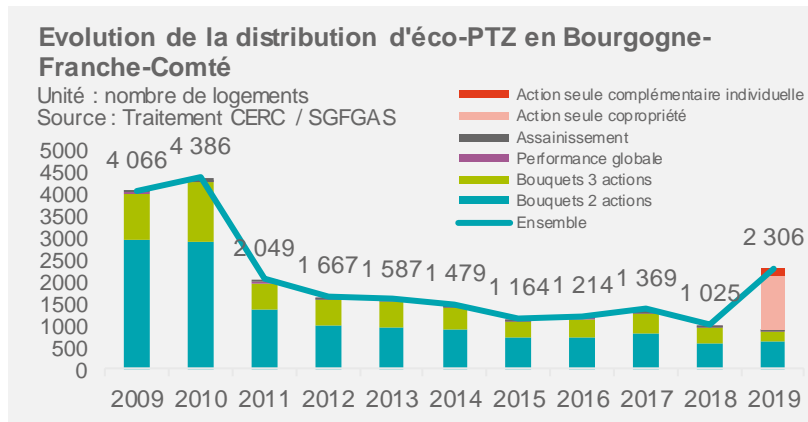


La répartition géographique du recours au CITE laisse paraître certaines disparités.

Un recours et un montant moyen non uniformes pour le CITE

Le montant moyen des travaux est moins élevé dans certaines grandes agglomérations (Dijon, Besançon et Nevers notamment).

L'éco-PTZ prend de l'ampleur

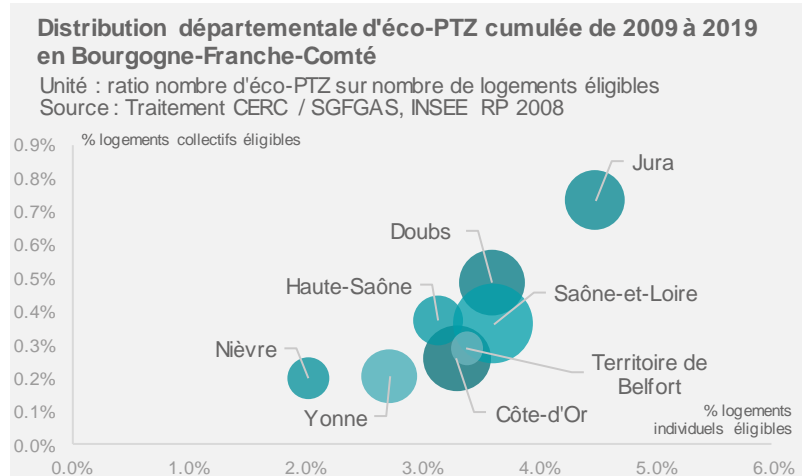


Nombre d'éco-PTZ distribués en 2019 (Evol. 1 an)

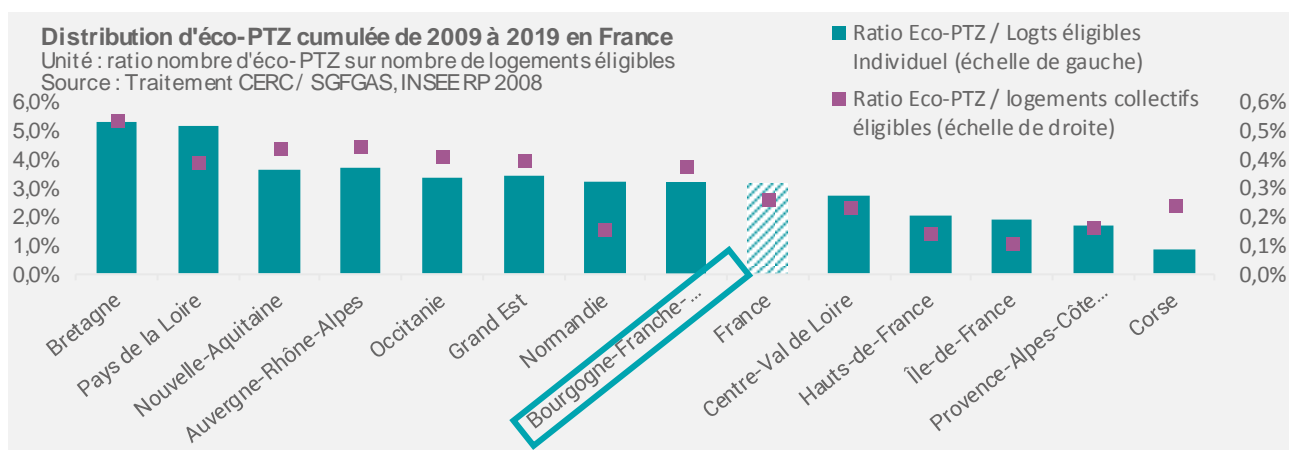
Bourgogne-Franche-Comté	France
2 306	35 213
+125%	+92%

Forte hausse du nombre d'Éco-PTZ en région.

Cette montée en puissance est due principalement aux actions complémentaires seules (copropriété et individuel). La Bourgogne-Franche-Comté se place au niveau de la moyenne nationale en termes de recours à ce mode de financement. Au niveau infrarégional, le Jura se distingue par un recours plus fréquent tant pour les logements individuels que pour les logements collectifs.



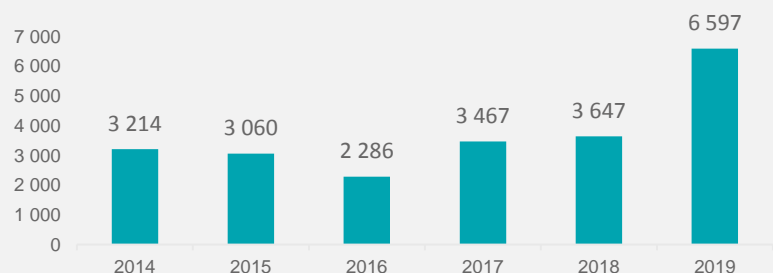
Taille des bulles proportionnelle au nombre d'éco-PTZ distribué depuis 2009



Les rénovations Habiter Mieux en forte progression

Evolution de la rénovation dans le cadre du programme Habiter mieux de l'ANAH en Bourgogne-Franche-Comté de 2014 à 2019

Unité : nombre de logements
Source : Traitement CERC / Source ANAH



Nombre de logements rénovés via le programme en 2019 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
6 597	116 995
+81%	+88%

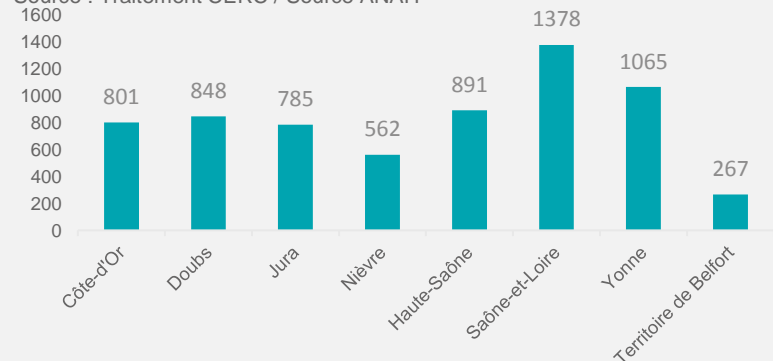
Après une année 2018 en légère hausse, le nombre de rénovation Habiter Mieux bondit avec 6 597 logements rénovés dans le cadre du dispositif (+81%) en accord avec la tendance nationale (+88%).

Hausse de 81% des rénovations Habiter Mieux

A l'échelon départemental, le dispositif est plus mobilisé en Saône-et-Loire et dans le Doubs.

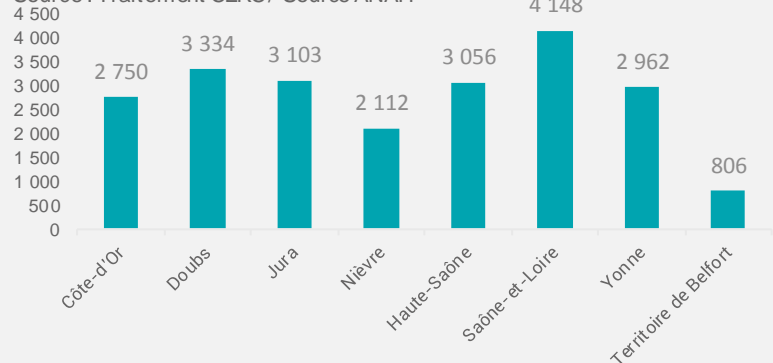
Rénovation départementale dans le cadre du programme Habiter mieux de l'ANAH en Bourgogne-Franche-Comté en 2019

Unité : nombre de logements
Source : Traitement CERC / Source ANAH



Rénovation départementale dans le cadre du programme Habiter mieux de l'ANAH en Bourgogne-Franche-Comté de 2014 à 2019

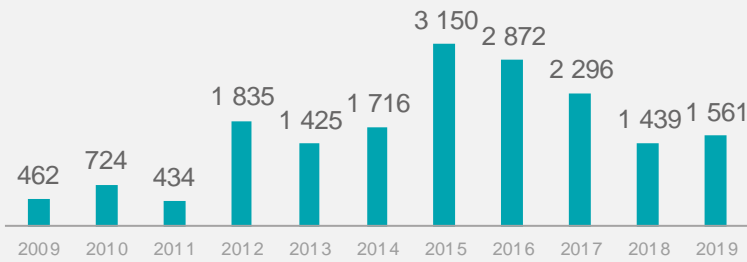
Unité : nombre de logements
Source : Traitement CERC / Source ANAH



Les Éco-PLS très sollicités en région

Nombre d'Éco-PLS contractualisés en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : nombre de prêts contractualisés
Source : Traitement CERC / DHUP

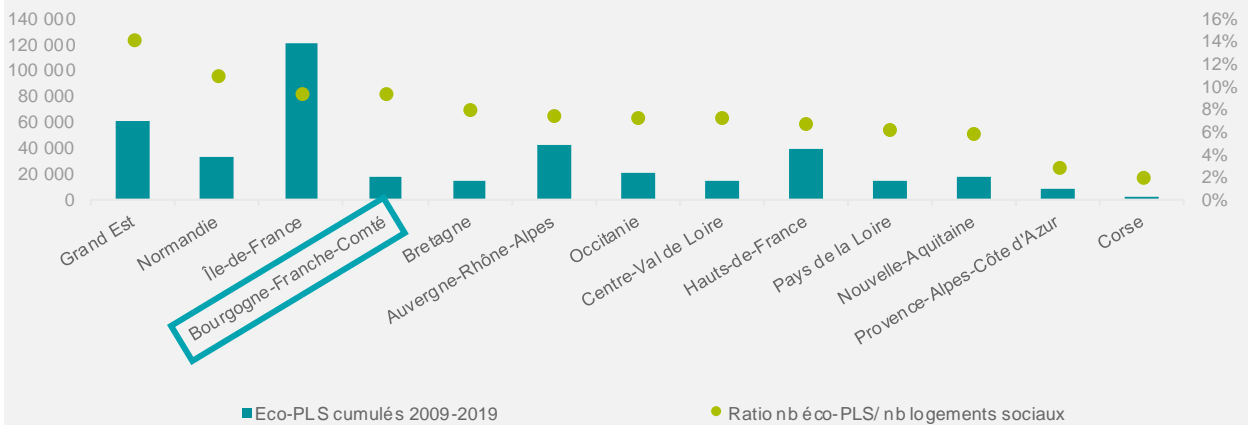


Nombre d'Éco-PLS contractualisés en 2019 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
1 561	48 050
+8%	+37%

Logements sociaux engagés dans une rénovation via un éco-PLS entre 2009 et 2019 en France métropolitaine

Unité : nombre de prêts engagés ; ratio sur le nombre de logements sociaux
Source : Traitement CERC / DHUP, RPLS 2018



Un rebond du recours à l'Éco-PLS

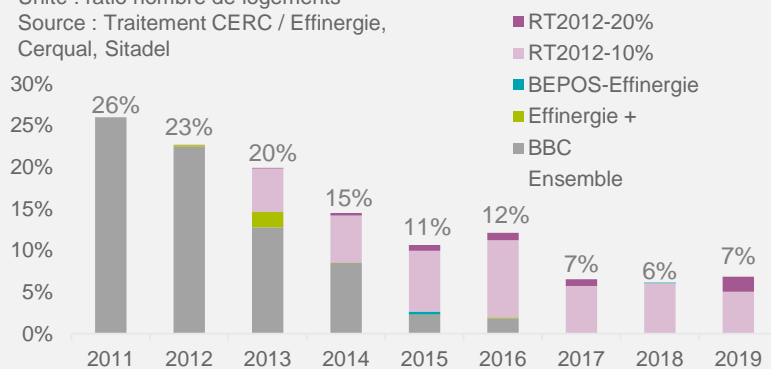
L'Éco-PLS progresse en 2019 avec 1 561 logements engagés. En hausse de 8% par rapport à 2018, la Bourgogne-Franche-Comté se place en quatrième position des régions ayant proportionnellement le plus recours à ce dispositif malgré une progression plus faible que la moyenne nationale (+37%). La région Grand-Est, la Normandie et l'Île-de-France sont les trois régions qui mobilisent le plus ce dispositif de financement.

Sur le parc neuf, des labellisations énergétiques et environnementales concentrées sur certains territoires

Les labellisations énergétiques des logements en légère progression

Evolution des demandes de labellisation énergétique de logements rapportées aux autorisations en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC / Effinergie, Cerqual, Sitadel



Nombre de logements avec demande de labellisation énergétique > RT 2012 en 2019 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté

813
+10,8%

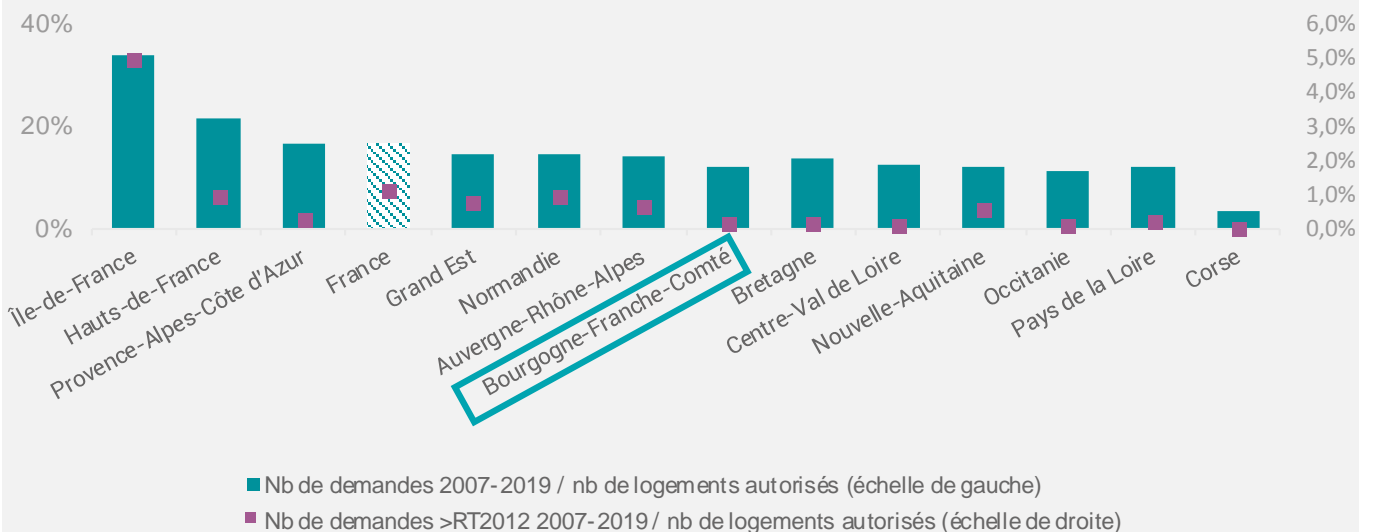
Après plusieurs années consécutives de baisse due notamment à l'évolution de la réglementation thermique, la part de logements labellisés se maintient voire augmente.

Hausse des labellisations énergétiques supérieures à la RT 2012

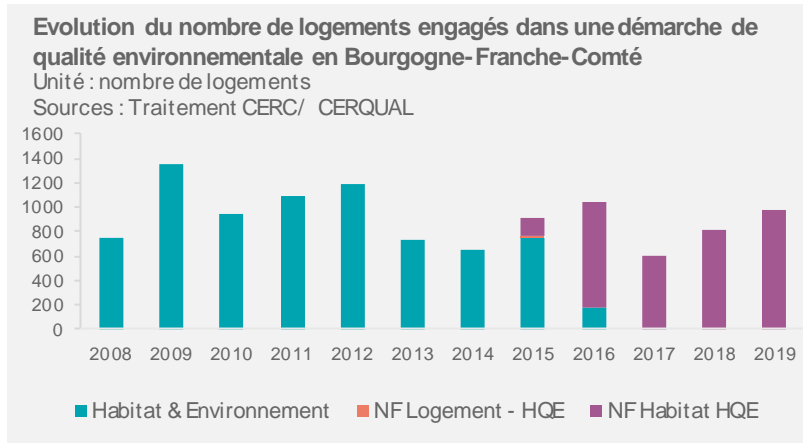
Les labels RT2012-10% et RT2012-20% constituent l'intégralité des labels décernés ces trois dernières années.

Bilan des demandes de labellisations énergétiques 2007-2019 dans les logements en France

Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC / Effinergie, Cerqual, Sitadel



Qualité environnementale des logements neufs, la reprise se confirme



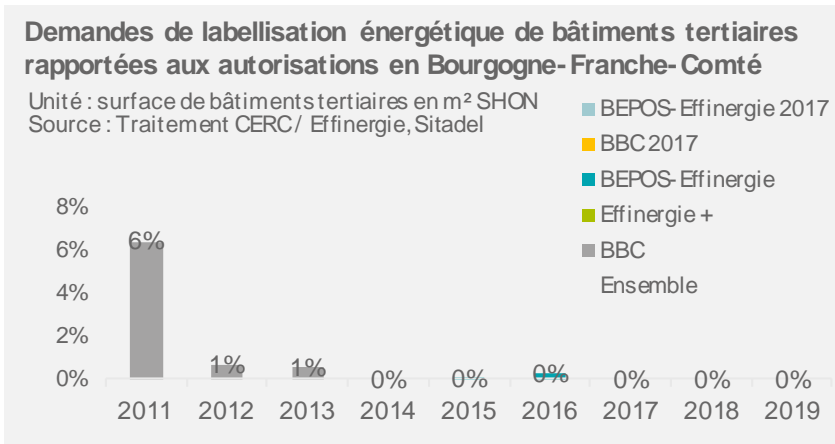
Nombre de logements engagés dans une démarche de qualité environnementale en 2019 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
978	56 973
+20%	-11%

Près de 1 000 logements engagés dans une démarche NF Habitat HQE

Avec une hausse de 20% en 2019, le nombre de logements engagés dans une démarche de qualité environnementale se développe grâce à la norme NF Habitat HQE

Aucune labellisation dans le tertiaire en 2019



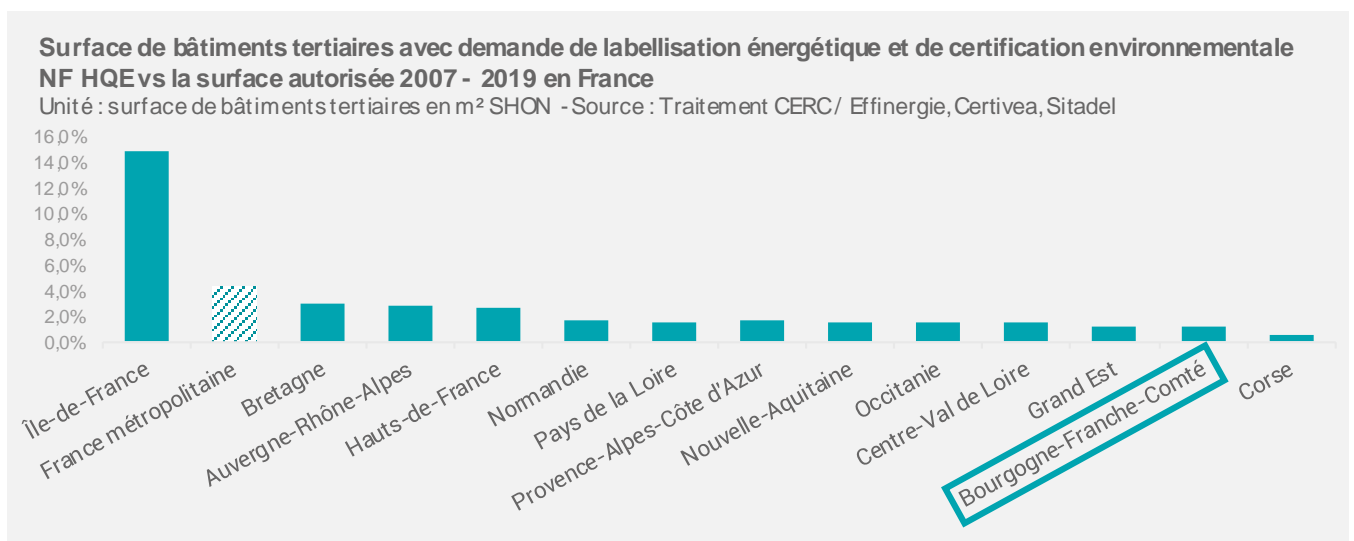
Surface de bâtiments tertiaires 2007-2019 par rapport à la surface autorisée

	Bourgogne-Franche-Comté	France
Labellisations énergétiques	1,2%	4,2%
Certifications NF HQE	1,6%	5,9%

En cumul, la Bourgogne-Franche-Comté se place à l'avant dernier rang en termes de labellisation de bâtiments tertiaires devant la Corse.

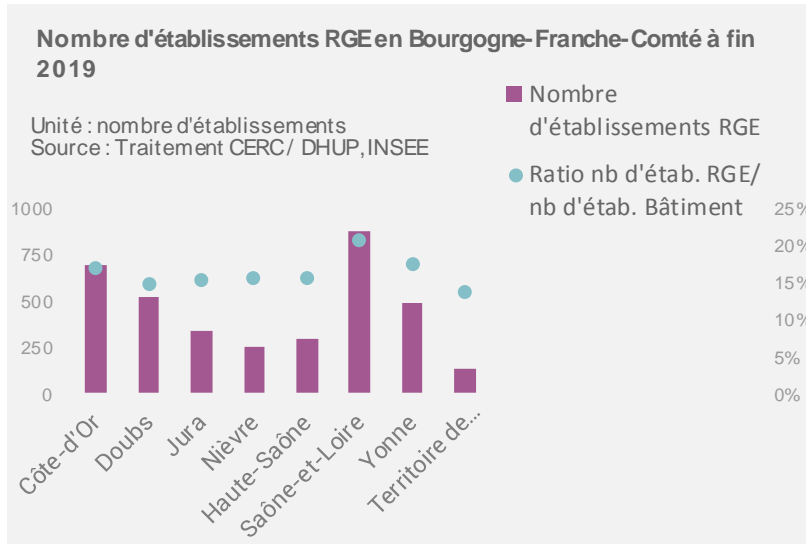
Aucune labellisation dans le tertiaire en 2019

L'Île-de-France concentre la majorité des labellisations recensées.



La qualification RGE mobilise les entreprises...

Une couverture en professionnels RGE élevée dans tous les départements



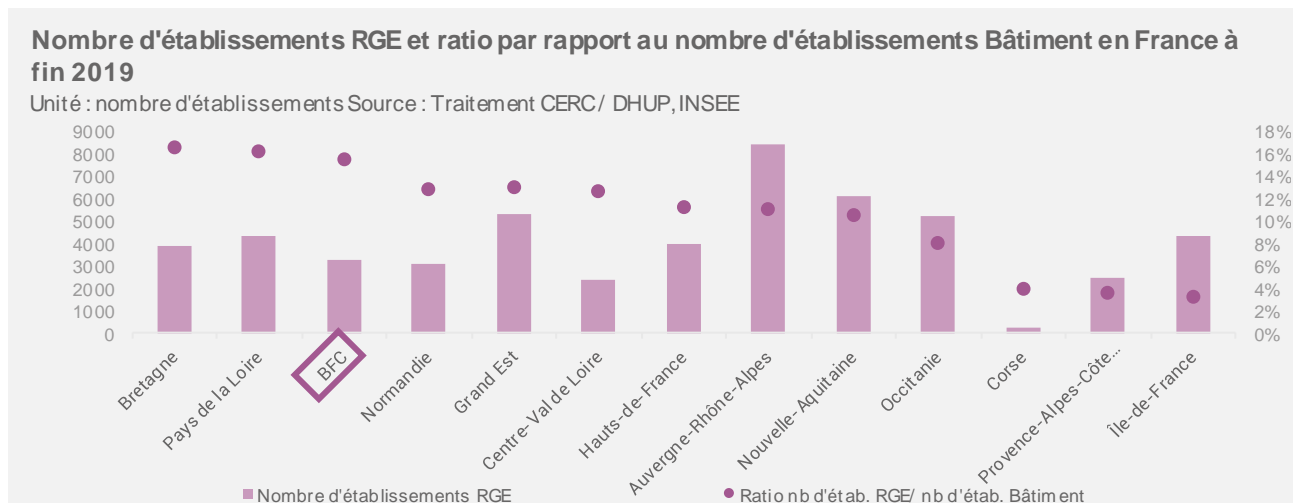
Ratio du nombre d'établissement RGE sur les établissements Bâtiment à fin 2019

Bourgogne-Franche-Comté	France
16,9%	8,9%

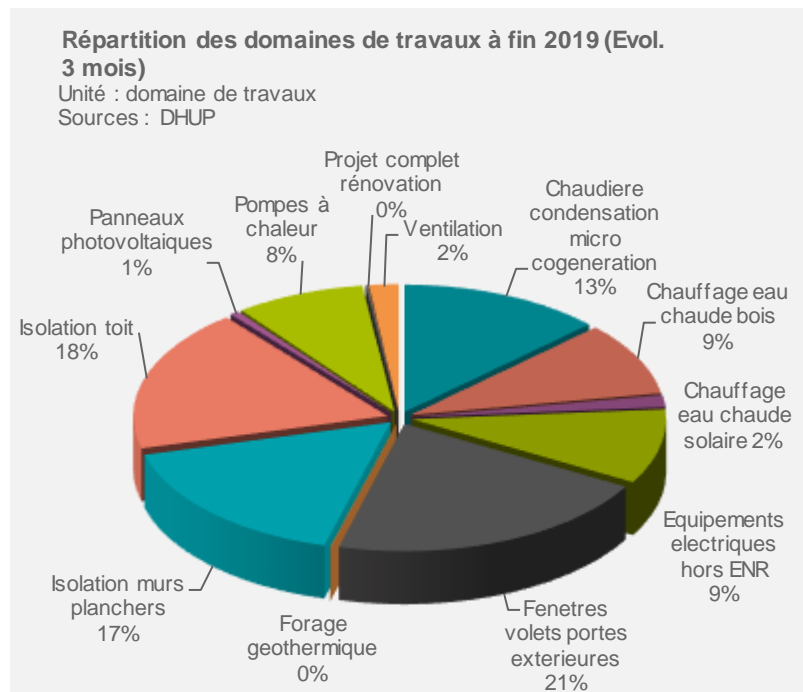
La Bourgogne-Franche-Comté est une des régions où la labellisation RGE est la plus fréquente (3^{ème} rang national)

Forte mobilisation des entreprises en région

Ainsi, plus d'une entreprise sur six est labellisée dans la région. Tous les départements connaissent un taux de labellisation bien supérieur à la moyenne nationale.



Des professionnels RGE principalement mobilisés sur les travaux d'isolation



Nombre d'établissements RGE à fin 2019 (Evol. 3 mois)

Bourgogne-Franche-Comté	France
3 512	55 650
-4%	-7%

Le nombre d'établissements RGE est en recul en Bourgogne-Franche-Comté avec 3 512 établissements labellisés à fin 2019 (-4% sur un an).

Une offre en léger retrait

La répartition des signes RGE est similaire aux actions réalisées avec un accent sur l'isolation et le remplacement des moyens de chauffage.

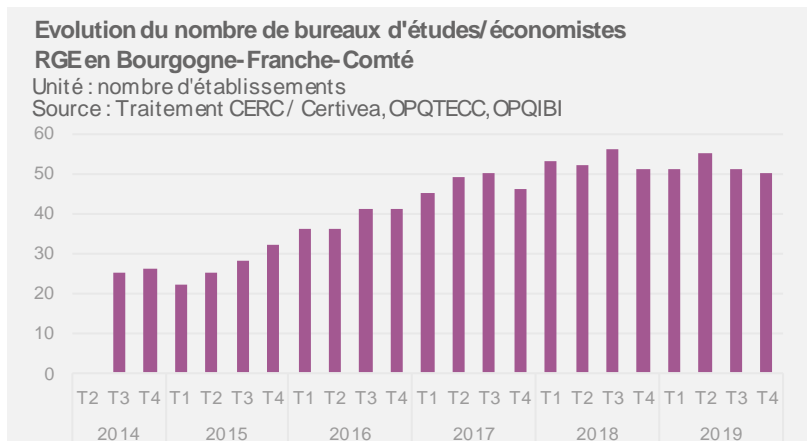
Répartition des domaines de travaux à fin 2019 (Evol. 1 an)

Unité : domaine de travaux

Source : DHUP

Chaudière condensation micro cogénération	947	-3,4%	Isolation murs planchers	1 223	-6,1%
Chauffage eau chaude solaire	682	14,4%	Isolation toit	1 331	-6,4%
Chauffage eau chaude bois	110	0%	Panneaux photovoltaïques	44	+22%
Equipements électriques hors ENR	693	-13,5%	Pompes à chaleur	607	+42%
Fenêtres volets portes extérieures	1 531	-9,7%	Projet complet rénovation	12	1%
Forage géothermique	3	0%	Ventilation	137	-14,9%

**Les signes RGE de la maîtrise d'œuvre
RGE restent stables**



Nombre de bureaux d'études/économistes RGE à fin T4 2019 (Evol. 1 trim.)

Bourgogne-Franche-Comté	France
50 -2%	1 503 +1%

Stabilité du nombre de maîtres d'œuvre RGE

Le nombre de bureaux d'études ou d'économistes RGE reste stable en 2019 avec 50 signes RGE dans la maîtrise d'œuvre à fin 2019

CITE : Crédit d'Impôt Transition Énergétique (anciennement Crédit d'Impôt Développement Durable), ce dispositif propose une aide financière sous la forme d'un crédit d'impôt aux propriétaires occupants et aux locataires réalisant des travaux de rénovation énergétique dans leur résidence principale.

Éco-PTZ : Éco-Prêt à Taux Zéro, sous la forme d'un prêt à taux nul aidé par l'État et accordé par les banques, ce dispositif est destiné aux propriétaires occupants et aux locataires réalisant un bouquet d'action de travaux de rénovation énergétique dans leur résidence principale.

Habiter Mieux : Programme piloté par l'ANAH permettant aux ménages modestes et aux propriétaires bailleurs de réaliser des travaux de rénovation énergétique en prenant en charge une partie du montant des travaux (35 à 50%) et en fournissant un accompagnement personnalisé.

Éco-PLS : Éco-Prêt Logement Social, principal dispositif incitatif à destination de la rénovation énergétique du parc social permettant aux bailleurs sociaux de bénéficier d'un prêt à des taux avantageux pour financer des travaux de rénovation énergétique.

BBC : Bâtiment Basse Consommation, label visant à identifier les bâtiments neufs avec des besoins énergétiques inférieurs à 50 kWh d'énergie primaire par m² et par an. Ce label n'est plus délivrable pour les permis de construire déposés après le 31 décembre 2012.

Effinergie + : Label mis en place par Effinergie après l'entrée en application de la RT2012 certifiant notamment la mobilisation des occupants sur les consommations d'énergie, des consommations d'énergie plus faibles (<40kWh/m²/an) et le développement de la production locale d'énergie renouvelable.

BEPOS - Effinergie : Bâtiment Énergie POSitive, label applicable aux bâtiments produisant plus d'énergie qu'ils n'en consomment.

RT2012 : Réglementation Thermique 2012, appliquée aux bâtiments dont le permis de construire a été déposé après le 31 décembre 2012 (28 octobre 2011 pour certains types de locaux ou d'habitations). Cette réglementation reprend notamment le niveau maximum de consommation d'énergie du label BBC.

Cerqual H&E : Habitat et Environnement, certification assurant notamment une consommation d'énergie, une consommation d'eau moins importante et une bonne qualité de l'air intérieur.

Cerqual NFHQE : Norme Française Haute Qualité Environnementale, certification relativement similaire à la certification Habitat et Environnement assurant un respect de l'environnement global.

RGE : Reconnu Garant de l'Environnement, marque destinée aux entreprises permettant à leurs clients de bénéficier du CITE. Cette marque est déclinée en plusieurs signes correspondant aux différents domaines de travaux.

FEEBAT : Le dispositif FEE Bat consiste à proposer des modules de formations aux économies d'énergie dans la rénovation thermique des logements, bénéficiant de conditions financières avantageuses grâce à un apport financier d'EDF, via les Certificats d'économie d'énergie. Ils sont dispensés sur l'ensemble du territoire par des organismes de formation habilités.

Euros courants : Par opposition aux euros constants, l'impact de l'évolution des prix n'a pas été corrigé pour les indicateurs en euros courants.

